

Pour une conception élargie de l'enseignement de l'éthique dans l'enseignement supérieur

Brèves réflexions à partir de l'exemple de l'enseignement supérieur

Note # 30
9 mai 2023

EN BREF



Cette note a pour objet de réfléchir à l'enseignement de l'éthique dans les formations de l'enseignement supérieur. Elle repose sur une acception large de l'éthique, au-delà de la simple éthique des affaires et de la déontologie. Elle formule des propositions visant à « autonomiser » les étudiants dans leur appréhension des questions éthiques, tant dans le champ de l'éthique des affaires que dans l'extension des enseignements à l'éthique épistémique.

**Laurence
SCIALOM**
*Administratrice de
L'OEP, Professeur
de sciences
économiques à
l'université de
Paris Nanterre*

De quoi parle-t-on ?

L'éthique est communément perçue comme se préoccupant des principes propres à guider les choix humains en définissant des différences/frontières entre les « bons » et les « mauvais » comportements dans le cadre de la vie en société. L'éthique peut se déployer tant dans le champ de la vie économique que politique ou sociale. Les principes et normes éthiques qui relèvent du registre des valeurs interfèrent donc avec les motivations proprement individuelles à l'action. Ils peuvent entraver/stigmatiser des comportements mus par l'intérêt individuel ou par l'intérêt de l'entreprise dès lors qu'ils contreviennent à l'éthique. Celle-ci serait donc une sorte de garde-fou, une aide à faire société. L'éthique se place au-delà de la morale et des lois alors même que celles-ci ont également pour objet de discipliner les acteurs et d'orienter leurs comportements. Par contraste, avec la morale qui est souvent imposée par une autorité extérieure comme la religion, la famille ou le clan, l'éthique, elle, appartient plutôt au registre du jugement et doit être soutenue par la réflexion critique et par la délibération.

De l'importance de la réflexivité et de l'esprit critique

C'est précisément cette dimension de réflexivité et de délibération qui fait que l'éthique n'est pas réductible à une liste de lignes directrices (guidelines), de consignes et de règles à adopter selon les configurations auxquelles nous sommes confrontés dans notre vie professionnelle et sociale. Une société, une économie, **une démocratie se voulant pétrie d'éthique doit donc cultiver et favoriser l'esprit critique et réflexif notamment dans l'enseignement supérieur**. La réflexivité est une posture visant d'une part, à analyser notre manière d'agir ou de procéder, d'autre part à expérimenter des dispositifs d'action susceptibles d'améliorer la qualité et l'efficacité de nos pratiques professionnelles ou de notre management. Il s'agit de réfléchir sur les valeurs qui orientent et motivent nos actions. La réflexion éthique au niveau des individus s'articule et se construit sur des cas « embarrassants » ou sur des dilemmes pouvant impliquer des conflits de valeurs. Dans ces situations, il n'y a pas de solution « clés en mains », la question qu'il faut se poser est : quelle est la valeur la plus importante dans cette situation ? Quelle est la meilleure décision par rapport à cette valeur-clé dans telle circonstance ? La réflexivité implique donc un temps d'arrêt, de prise de recul sur l'activité. Cette pause, cette introspection n'a rien d'évident notamment parce qu'elle va à contre-courant des injonctions contemporaines de rapidité, de réactivité et qu'elle interfère avec l'agitation perpétuelle dans laquelle le professionnel est plongé. La réflexivité est donc la capacité qu'ont les individus à prendre une décision à l'issue d'une délibération, publique ou privée, et de reconsidérer les raisons qui ont motivé leur choix une fois ses conséquences constatées voire de tirer les leçons d'expériences passées marquées par de « mauvais » choix. La réflexivité indispensable à l'éthique est donc une invitation à des moments d'introspection pour apprendre de nos expériences et capitaliser sur celles-ci.

L'éthique déontologique ou le devoir « d'agir comme il faut »

L'éthique déontologique, ou « éthique des actions » prises par les acteurs professionnels, renvoie au devoir d'« agir comme il faut », c'est-à-dire conformément à des règles de bonne conduite, de ce qu'on appelle aussi l'éthique des affaires – par exemple, ne pas chercher à abuser de la confiance de son client ou de son employeur, ne pas tricher dans une transaction financière, ne pas conseiller un produit à la vente qui ne correspond pas aux besoins du client mais simplement parce qu'il permet de dégager de la marge. C'est ici le domaine de la conformité, des codes de déontologie et des règles de bonne conduite. En résumé, dans l'éthique déontologique, ce qui compte est la rectitude d'intention, le devoir de bien agir, de suivre les règles. Du point de vue juridique, une faute morale dans le domaine de l'éthique déontologique peut relever du pénal. Ainsi, par exemple, les grandes fraudes financières, - à l'image de l'affaire Kerviel -, ont été jugées au pénal.

Dans son acception courante, l'éthique renvoie donc au devoir d'« agir comme il faut » et donc à la partition entre les bons et les mauvais comportements. Pourtant, il est une autre forme d'éthique que l'on peut qualifier d'« épistémique », qui évalue le poids moral des savoirs collectifs, comme ceux embarqués dans les théories financières, dans les méthodes de quantification ou dans la comptabilité et, par extension, dans les outils de gestion et les produits qui les utilisent.

L'éthique épistémique ou l'éthique des croyances

L'éthique épistémique renvoie au savoir (épistémé, en grec), aux notions que l'on utilise, à ce que l'on croit, par exemple, sur la nature du risque financier, sur un rendement futur attendu, sur la manière d'« actualiser » c'est-à-dire de ramener en valeur présente des flux financiers futurs. C'est ici le domaine du croire (en anglais, ethics of beliefs), que « ce croire » concerne des méthodes de gestion, de comptabilité, des modélisations probabilistes du risque ou des scénarios économiques. Ces savoirs sont logés à l'intérieur des outils de gestion qu'ils servent à construire et dont ils sont comme le reflet matériel. Du point de vue juridique, une faute morale dans le domaine de l'éthique épistémique relève du civil et non du pénal alors que les coûts de ces « fautes » peuvent être gigantesques souvent très supérieurs aux coûts des déviations comportementales. Pour bien comprendre les enjeux prenons l'exemple des modèles d'évaluation des risques utilisés par les banques pour calculer leur capital réglementaire qui soulèvent des questions d'éthique épistémique. En quoi est-ce important ? Ces modèles se basent sur des prémisses/hypothèses que l'on sait faux. On en perpétue pourtant l'usage car il est plus favorable aux affaires alors même que la minimisation des risques extrêmes qu'ils induisent, peut conduire à ce que ce soient les contribuables qui renflouent les banques.

On comprend bien que cela pose une question éthique majeure puisque l'usage de ces modèles, qui est au cœur de la réglementation bancaire, permet plus facilement de reporter la charge des prises de risques excessives des banques sur la collectivité. Ce type de question relevant de l'éthique épistémique est très peu, sinon pas du tout enseigné dans les formations de l'enseignement supérieur y compris celles en banque et finance.

Enseigner l'éthique des affaires mais pas que...

C'est l'éthique des affaires qui a droit de cité dans nombre de formations de l'enseignement supérieur qu'il s'agisse des business schools, des universités ou d'autres écoles, type école d'ingénieur ou Instituts d'Études Politiques. L'éthique des affaires est un champ disciplinaire appliqué qui se préoccupe des principes permettant de distinguer les comportements acceptables de ceux qui ne le sont pas dans le cadre spécifique de la vie des organisations (entreprises, administrations, associations...).

Si cet enseignement est indispensable, des questions fondamentales demeurent : qu'entend-on par acceptabilité ? Quelle est la nature des principes qui la définissent ? Comment déterminer ces principes ? Qui peut légitimement les définir et les faire appliquer ? Quel degré de coercition doit-on envisager en cas de transgression de ces principes ? etc. Il ne s'agit pas ici de répondre à ces interrogations cruciales sur la nature, la légitimité, l'acceptabilité, l'opérationnalité des principes éthiques même s'il est essentiel d'avoir conscience de l'importance de ces questions. Il s'agit plus simplement de défendre l'idée que l'enseignement de l'éthique ne doit pas se réduire à l'éthique des affaires et à la déontologie censées gouverner les comportements en entreprise ou plus généralement dans le monde du travail. La présente note défend l'idée de la nécessité d'une extension du champ de l'éthique aux instruments et outils de gestion. Certes, il est évidemment important de savoir que, dans telle situation, je dois, d'un point de vue éthique, me comporter de telle ou telle manière, par exemple me déporter dans une prise de décision car je suis en situation de conflit d'intérêt. L'éthique des affaires doit donc évidemment toujours être enseignée en particulier par le biais de mises en situation faisant appel à la réflexivité. Mais il faut lui adjoindre une autre approche des questions éthiques, complémentaires et qui implique de s'interroger sur des outils de gestion ou sur des savoirs qui nous semblent « techniques et neutres » mais qui encapsulent des principes éthiques ou une conception du monde ayant des retombées dans le domaine de l'éthique.

La réflexivité : une protection contre le scientisme

Cette approche par l'éthique épistémique est particulièrement importante dans les domaines techniques car ceux-ci sont perméables au scientisme. De ce point de vue, les formations en finance sont concernées au premier chef. Nous prendrons donc la plupart de

nos illustrations dans ce domaine. Mais qu'est-ce que le scientisme ? Ce dernier peut être considéré comme une idéologie qui prétend que seule la science est légitime à parler du monde. La finance de marché, par la trop grande confiance accordée aux mesures mathématiques du risque et aux modélisations qui les fondent, par l'évacuation systématique du facteur humain, traduit bien une dérive scientiste marquée par l'illusion que tout est contrôlable par le calcul.

La crise dite des subprimes, première crise née de l'ingénierie financière, est la fille de cette dérive scientiste. Les travaux notamment d'Argyris et Schön¹ ont fait de la pratique réflexive une protection contre l'excès de scientisme de métiers où les apports de la recherche scientifique ont une importance particulière. Les métiers de l'ingénieur, la médecine ou l'ingénierie financière et la finance de marché sont des candidats tout désignés. La pratique réflexive, nous l'avons évoqué, signifie que le professionnel se prend comme objet de réflexion. La réflexivité consiste à prendre conscience de sa manière d'agir, de son impact sur l'environnement, de l'interaction entre son action et le contexte général.

Si l'on prend le cas de la finance, les meilleures formations en finance ou celles reconnues comme telles, ne se concentrent que sur les aspects mathématiques et techniques de la finance. Elles désertent le terrain de l'impact de la finance sur la société (en particulier sur les inégalités, l'écologie, les valeurs sociales). Elles négligent l'explicitation des liens entre une finance qui se représente comme une discipline scientifique, au même titre que la biologie ou la physique, et les autres disciplines, notamment de sciences sociales. Cette spécialisation technique extrême constitue une entrave majeure à l'émergence d'un sentiment de responsabilité chez les gestionnaires de la finance car la technique est vécue comme neutre. Le potentiel performatif de la finance est totalement nié. Pourtant la finance mathématique ne se contente pas de représenter le fonctionnement de la sphère financière, en retour elle la modèle et la façonne. Le concept de performativité renvoie à la capacité de certains énoncés, de certaines représentations de la réalité à changer la réalité et les pratiques qu'ils désignent. Une croyance est autoréalisatrice si, une fois qu'elle est adoptée au sein d'une population ou d'un groupe professionnel, elle génère une situation ou un type de fonctionnement de marché, au regard duquel elle est perçue comme confirmée aux yeux des agents eux-mêmes. Or, les recherches en socioéconomie montrent le rôle des théories financières dans la construction de la réalité financière qui n'est en rien « naturelle » mais bien construite par les outils de finance mathématique mobilisés par les acteurs. Cette idée de performativité pose évidemment des questions éthiques majeures quand l'usage d'une théorie et sa performativité, c'est-à-dire sa capacité à façonner le réel, rend les systèmes financiers plus vulnérables à une crise systémique dont les coûts sociaux et économiques seront supportés par l'ensemble de la population.

¹ Argyris, C. and Schön, D.A. *Theory in practice : increasing professional effectiveness*, San Francisco, Jossey-Bass, 1978

Quand la modélisation pose des problèmes éthiques

Au-delà de cette question de la performativité de certaines théories financières, comme la théorie du prix des options, certains modèles de mathématiques financières reposent sur des hypothèses probabilistes dont on sait qu'elles ne sont pas vérifiées empiriquement. Ainsi en est-il de l'hypothèse de continuité dans les modèles de finance mathématique. Dès 1962, le mathématicien Mandelbrot avait mis en garde les financiers contre la simplification abusive de cette hypothèse qui exclut toute rupture de cotation, tout événement rare et extrême, donc finalement toute discontinuité pourtant caractéristique des crises financières. Or, faire reposer des décisions financières sur des modèles qui exclut *de facto* les discontinuités conduit à des prises de risques qui ex-post se révèlent excessives et dont le coût est supporté non par ceux qui ont pris les risques mais par la société dans son ensemble. Pourquoi le monde de la finance est-il resté imperméable à la critique de Mandelbrot malgré les crises successives de la finance mondiale dont les coûts économiques et sociaux ont été considérables ?

Ce qui pose un problème éthique c'est que, dans un grand nombre de situations professionnelles, il est de l'intérêt de faire croire que les modèles mathématiques peuvent reposer sur l'hypothèse de continuité, non pas parce que cette hypothèse est en cohérence avec le fonctionnement des marchés financiers, mais au sens où il est avantageux pour la marche des affaires de le croire car, dès lors, les contrôles internes sont plus simples à réaliser, moins coûteux en ressources de même que les bonus et autres rémunérations variables sont plus élevés. Cette hypothèse de continuité est centrale pour expliquer certains désastres financiers comme la faillite d'AIG aux États-Unis en 2008. Dans de tels cas, du point de vue sociétal, l'on peut considérer que les impôts des contribuables consécutifs à la faillite ont payé les bonus des *traders* avant celle-ci. Pour autant, ce n'est pas une question d'éthique des comportements, il n'y a pas eu de fraude, seulement un problème d'éthique épistémique à savoir le maintien de modélisations défailtantes par manque de vertu épistémique.

L'éthique intergénérationnelle ou le non-dit de l'analyse économique intertemporelle

Une autre illustration mérite que l'on s'y attarde car elle concerne le fondement des choix économiques que nous faisons pour lutter et nous adapter au changement climatique. Il s'agit du choix du taux d'actualisation.

L'analyse coût-bénéfice des politiques climatiques compare les coûts engendrés par les réductions des émissions de gaz à effet de serre avec les bénéfices, en l'occurrence les dommages évités par un réchauffement climatique moindre. Mais les coûts et les bénéfices ne se manifestent pas au même moment. Les coûts pèsent sur les acteurs d'aujourd'hui

alors que les bénéfices s'étalent dans le temps et n'interviennent que dans plusieurs décennies du fait de l'inertie du système climatique. Il faut donc un instrument pour ramener les coûts et les bénéfices en valeur actuelle, c'est-à-dire en valeur d'aujourd'hui, et donc pouvoir les comparer. Dans le calcul économique usuel pour les choix intertemporels, c'est le taux d'actualisation qui joue ce rôle.

L'actualisation est donc une technique qui permet de ramener les valeurs reçues à différents instants du temps à une valeur présente en divisant la valeur reçue dans t année par $(1+r)^t$, le taux d'actualisation est r. L'importance du choix du taux d'actualisation est considérable car de petites variations dans celui-ci entraînent de grandes modifications dans le poids accordé aux bénéfices ou aux coûts futurs. Derrière ce qui apparaît comme une question purement technique et un calcul économique se cache un problème d'éthique épistémique majeur et une question d'éthique intergénérationnelle fondamentale dans le contexte du réchauffement climatique. Quel poids accordons-nous au bien être des générations futures relativement à notre propre bien être ? Jusqu'à quel point sommes-nous prêts à sacrifier une part de notre bien-être et de nos revenus aujourd'hui pour préserver l'habitabilité de notre planète pour nos descendants. Rien de moins ! Généralement cette question éthique est pudiquement occultée par les économistes mais le voile a été levé avec la polémique sur le choix du taux d'actualisation entre Nicholas Stern et William Nordhaus. Stern défendait l'idée, au nom d'un principe éthique, de donner le même poids à « l'utilité » de chaque génération, que les gens vivent en 2010 ou en 2150, ce qui est en total rupture avec les pratiques des économistes qui accordent systématiquement une préférence au présent ce qui revient à dévaloriser le futur.

Ce n'est pas l'objet de cette note mais il convient tout de même de souligner que toutes les considérations/argumentations sur le choix du taux d'actualisation que pratiquent les économistes sont fragiles alors même que le choix de ce taux a une influence majeure sur l'évaluation de la valeur actuelle des dommages climatiques et sur les recommandations en faveur d'une action forte et rapide de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi il existe une différence de 1 à 20 entre les évaluations respectives faites par Nordhaus et par Stern de la valeur actuelle du dommage marginal résultant de l'émission d'une tonne de CO₂ eq. En réalité il n'y a pas de valeur objective, scientifiquement fondée, qui permette de rabattre le futur sur le présent. Le choix du taux d'actualisation ne fait que révéler les préférences des décideurs actuels quant aux transferts générationnels qu'ils sont prêts à accepter.

Le choix du taux d'actualisation que fait l'économiste pour ses analyses coûts- bénéfices est un vrai choix, au plein sens du terme, il devrait donc être ouvert à la critique et au débat.

En d'autres termes, le choix du taux d'actualisation ne devrait pas relever d'un débat d'experts mais d'une décision politique ayant des implications éthiques sur l'importance que l'on accorde aux générations futures. Ce faisant, il est tout à fait légitime de s'interroger sur le fait que ce soient les économistes qui définissent le taux d'actualisation. Les conséquences sociétales de ce choix sont telles qu'un débat ouvert de société pourrait - devrait- peser sur ce choix.

Vouloir fonder une société, une économie et une démocratie éthique passe aussi par une mutation de l'enseignement de l'éthique

L'enseignement de l'éthique doit certes toujours promouvoir l'éthique des affaires, des comportements et la déontologie mais il doit également déborder de ce champs restreint en « infusant » notamment dans les disciplines les plus techniques telles la finance et l'économie. Ainsi enseigner/décrypter la dimension éthique des techniques, produits et pratiques financières, faire comprendre aux étudiants que la techniques et les modélisations ne sont pas neutres d'un point de vue éthique, lever le voile sur certains sous-jacents de ces techniques peut potentiellement impacter les pratiques des futurs économistes et financiers. Consacrer du temps à former les étudiants en économie, gestion ou finance à une pratique réflexive sur leur futur métier serait donc un investissement socialement très utile.

Sensibiliser/Former les enseignants aux enjeux de l'éthique dans leur discipline

Renforcer l'enseignement de l'éthique des affaires et de la déontologie

Donner une place prépondérante dans les enseignements d'éthique des comportements/déontologie à la mise en situation face à des cas « embarrassants » à des dilemmes impliquant des conflits de valeurs

Apprendre à exprimer/analyser ces conflits de valeurs et à organiser une délibération sur ceux-ci

Promouvoir des cours d'éthique des croyances ou éthique épistémique en particulier dans les formations dans lesquelles la technique est centrale, notamment dans les formations en finance

Comprendre ce qu'est le scientisme et apprendre à s'en prémunir

Comprendre et enseigner que nos outils et méthodes de gestion, de comptabilité et de modélisation ne sont pas neutres d'un point de vue éthique

Dans le contexte du franchissement des limites planétaires, mettre les questions d'éthique intergénérationnelle au cœur des propositions économiques et des méthodes de calcul et de valorisation des projets et investissements

**10 PROPOSITIONS
DE REFORMES**

1

Promouvoir une formation à l'éthique qui ne se cantonne pas à un cours isolé et dédié mais « infuse » dans nombre de cours plus généraux

2

Favoriser/susciter l'esprit critique des étudiants et une posture de réflexivité au-delà des cours dédiés aux questions éthiques

3

Sensibiliser/Former les enseignants aux enjeux de l'éthique dans leur discipline

4

Renforcer l'enseignement de l'éthique des affaires et de la déontologie

5

Donner une place prépondérante dans les enseignements d'éthique des comportements/déontologie à la mise en situation face à des cas « embarrassants » à des dilemmes impliquant des conflits de valeurs

6 Apprendre à exprimer/analyser ces conflits de valeurs et à organiser une délibération sur ceux-ci

7 Promouvoir des cours d'éthique des croyances ou éthique épistémique en particulier dans les formations dans lesquelles la technique est centrale, notamment dans les formations en finance

8 Comprendre ce qu'est le scientisme et apprendre à s'en prémunir

9 Comprendre et enseigner que nos outils et méthodes de gestion, de comptabilité et de modélisation ne sont pas neutres d'un point de vue éthique

10 Dans le contexte du franchissement des limites planétaires, mettre les questions d'éthique intergénérationnelle au cœur des propositions économiques et des méthodes de calcul et de valorisation des projets et investissements